

Les enseignants contractuels délogés par la police

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3850 - Mardi 19 avril 2016 - Prix : 10 DA

Ouverture hier du Djazagro

20 000 projets en cinq ans dans l'agroalimentaire

Page 2

En visite de travail dans la wilaya de M'sila

Talai compte sur la compétence algérienne pour concrétiser les grands projets

Page 3

La conjuration des corrompus

Par Mohamed Habili

Les ennemis de classe de Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, viennent d'emporter une manche peut-être décisive dans le coup d'Etat qu'ils fomentent contre elle et la démocratie renaissante depuis des mois en obtenant, dans la nuit de dimanche à lundi, la majorité des deux tiers de voix de députés nécessaire pour que le processus de destitution soit mis aux voix au niveau de la deuxième Chambre, le Sénat. C'est à ce dernier désormais qu'il appartient, soit d'abonder dans le même sens que le camp de l'impeachment, soit au contraire de lui faire échec en récusant sa demande, ce qui dans un cas comme dans l'autre pourra se faire au moyen d'un vote à la majorité simple. Dans le cas où à ce niveau également, ce sont les ennemis politiques de Dilma Rousseff qui l'emportent, ce qui pour le moment apparaît comme l'hypothèse la plus probable, alors la présidente sera suspendue pendant les six mois du procès qui lui sera fait par le Sénat, transformé pour la circonstance en cours de haute justice. Si la procédure de destitution est enclenchée, c'est le vice-président de Rousseff, Michel Temer, en butte quant à lui à une accusation de corruption des plus sérieuses, qui prendra sa place en attendant l'issue du procès. Il faut savoir que Dilma Rousseff n'est pas poursuivie pour enrichissement personnel, comme c'est le cas de quasiment tous ceux qui se sont ligüés contre elle, mais dans une affaire de falsification des comptes publics en vue de cacher l'importance des déficits publics - une pratique courante au Brésil, et qui n'a jamais valu à personne une procédure de destitution.

Suite en page 3

Pas d'accord à Doha et nouvelle baisse des prix du pétrole

L'Algérie appelée à serrer davantage la ceinture



Ph/D. R.



Enfin, comme l'avaient envisagé plusieurs économistes, la réunion de Doha des pays producteurs de pétrole, membres et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), n'a pas abouti à un accord et les prix sont restés otages du désaccord saoudi-iranien. Dans ce contexte, plusieurs pays qui fondaient leurs espoirs sur ce sommet, à l'instar de l'Algérie, sont confrontés à une crise qui pourrait durer dans le temps.

Page 3

Nouba : «La Gendarmerie nationale ne lésine pas sur les moyens»

Pour une couverture «efficace» du réseau routier

Page 4

Constantine 2015

Que faire du reliquat d'un milliard de dinars ?

Page 13

Ouverture hier du Djazagro

20 000 projets en cinq ans dans l'agroalimentaire

■ «Djazagro est événement important, car c'est une occasion de développer et d'élargir la production agroalimentaire nationale tout en lui offrant des perspectives à l'exportation», a déclaré, hier matin, le ministre de l'Agriculture au Salon international de l'agroalimentaire, inauguré au Palais des expositions d'Alger.

Par Yacine Djadel

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, accompagné du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, a procédé, hier, à l'inauguration officielle de la 14^e édition du Salon international de l'agroalimentaire «Djazagro» au Palais des expositions. Pour rappel, le salon se tiendra du 18 au 21 avril 2016. Cet événement, organisé spécialement pour les visiteurs professionnels de la filière agroalimentaire des différents pays, a vu, lors de l'édition de cette année, la participation de plus de 700 exposants dont 82% d'internationaux et 18% d'entreprises nationales. Lors de sa tournée généra-

le dans les innombrables stands des exposants, M. Ferroukhi, toujours accompagné du ministre de la Formation professionnelle, n'a pas caché son enthousiasme quant à la forte présence des opérateurs étrangers, à l'image de la «Boulangerie de demain». Selon lui, cela permet à la fois d'encourager les investissements étrangers dans ce domaine, mais aussi de faire connaître les produits du terroir algérien. A ce propos, il s'exprime en disant que «le Salon de l'agroalimentaire démontre le principe qu'il ya un lien étroit entre la production agricole et l'industrie alimentaire, que ce soit d'un point de vue national ou sur le marché extérieur, et dans le cadre de notre modernisation continue du secteur. C'est une occasion pour nous, en exposant avec les étrangers, d'exploiter notre potentiel national avec des perspectives à l'exportation», a affirmé le ministre. Précisant que ces initiatives se font toujours en fonction de nos besoins nationaux et internationaux, il a ajouté que «dans le cadre de notre stratégie d'encouragement des investissements, il y a eu 20 000 projets d'investissement qui ont été faits ces cinq dernières et ce, dans divers créneaux, à l'exemple du conditionnement et de l'industrie de transformation des aliments». Pour ce qui est de la coopération et des



Ph/E. Sorayaj/A.

échanges directs entre le département de M. Ferroukhi et celui de la formation professionnelle, ce dernier a rappelé que la plupart des ces projets ont été alloués dans le cadre des dispositifs Ansej qui, rappelle-t-on, suscitent de plus en plus des métiers professionnalisés et ce, pour la somme de 200 milliards de dinars afin de faire progresser, ensemble, le marché de l'agroalimentaire. De son côté, le ministre de la Formation professionnelle, M. Mebarki, lors de son intervention, a insisté sur l'impact positif

qu'il peut y avoir sur l'industrie agroalimentaire en professionnalisant davantage le secteur. Pour ce faire, il a rappelé les efforts fournis par son département dans ce sens «Nous avons 700 000 stagiaires dans le domaine de la formation professionnelle et qui touchent principalement au secteur agroalimentaire», a-t-il indiqué. Celui-ci n'a pas manqué de mentionner au passage, entre autres, l'importance majeure de la formation professionnelle à servir de pilier à l'agroalimentaire. Sur ce point, il a déclaré qu'«il n'y a pas

de progrès agroalimentaire sans la formation professionnelle». Au vu de l'ouverture officielle, hier, de la 14^e édition du Salon international de l'agroalimentaire, Djazagro, avec plus de 20 000 visiteurs accueillis en 2015, l'édition de cette année, avec les nouveautés qu'elle comporte, compte atteindre le nombre de 21 000 visiteurs, soit 1 000 de plus que l'année précédente.

Y. D.

Fin du sit-in de Boudouaou

Les enseignants contractuels délogés par la police

Le sit-in des enseignants contractuels, en grève de la faim depuis environ 24 jours à Boudouaou, a pris fin hier, suite à l'intervention, au petit matin, des forces de l'ordre. Après avoir tenu plusieurs semaines, les protestataires ont été évacués à trois heures du matin dans des bus mis à leur disposition pour les emmener en dehors d'Alger, vers leurs lieux de résidence.

Selon des sources locales, «les services de la police nationale, appuyés par des éléments de la Gendarmerie nationale, ont procédé lundi à 2h30mn du matin à la dispersion des protestataires en les transportant dans des bus réservés à cet effet loin de leur site de protestation». Les services de sécurité ont escorté les protestataires, pas moins de 700 enseignants selon les organisateurs (près de 400, selon les services de sécurité), vers leurs wilayas respectives. Une partie de la voie occupée par les protestataires a été ouverte à la circulation qui a repris son cours, selon des témoins. L'opération de dispersion du mouvement de protestation intervient après son déclenchement à Béjaïa. Les enseignants protestataires qui avaient entamé une marche à pied à partir de cette ville, sont arrivés à Boudouaou où ils ont été arrêtés au niveau de la cité El Hadhaba, après avoir été empêchés d'entrer dans la capitale. Ils ont alors organisé un sit-in sur le lieu où leur marche a été arrêtée. Les négociations entre le ministère de tutelle et les représentants du mouvement de protestation ont échoué en raison de l'obstination des enseignants contractuels qui revendiquent leur intégration sans passer par le concours national de recrutement, rejetant toutes les propositions des services du ministère concerné. Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait appelé, samedi à Constantine, les enseignants contestataires à «faire prévaloir la sagesse», assurant que «l'Algérie est un Etat de droit» et qu'il était impératif de «res-



Ph/D. R.

pecter les lois». Il a souligné, dans ce sens, que la loi exige de passer par un concours de recrutement obéissant à la nécessité d'assurer l'égalité des chances pour tous, rappelant, dans le même contexte, la volonté du gouvernement de «donner la priorité à ces enseignants». Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui, avait également affirmé, la semaine dernière, que des mesures seront prises dans le cadre de la préservation de l'ordre public en cas de persistance du mouvement de protestation. Trois organisations syndicales ont annoncé avoir adressé dimanche une requête au Premier ministre Abdelmalek Sellal, le sollicitant de leur accorder une entrevue pour évoquer la situation des enseignants contractuels. Il s'agit du Conseil des lycées d'Alger (CLA), du Conseil national autonome des personnels enseignant du secteur tertiaire de l'Education (Cnapeste) et du Syndicat national des travailleurs de l'Education (Snte). Le secrétaire général du Snte, Abdelkrim Boudjenah, avait indiqué que les trois syndi-

cats «ont déposé, ce jour, une requête au niveau du Premier ministre offrant leur médiation en faveur des enseignants contractuels». «Le syndicat proposera des solutions dont la régularisation plutôt que l'intégration des enseignants concernés», a fait savoir le responsable, précisant que la loi «permet la régularisation des contractuels ayant exercé dans l'un des secteurs de la Fonction publique pendant plus d'une année», a-t-il argué, ajoutant que d'autres propositions seront formulées. Il a rappelé que la commission nationale des enseignants contractuels avait demandé à son syndicat de la représenter auprès du Premier ministre. «Le Premier ministre, qui a maintenu ouvertes les voies du dialogue et de la négociation, a parlé d'un concept politique et les syndicats proposeront des notions techniques à même de faciliter la solution du problème», a soutenu Messaoud Boudiba, chargé de communication du Cnapeste.

Meriem Benchaouia

Recrutement des enseignants à Tizi Ouzou Plus de 27 000 candidats inscrits

QUELQUE 27 352 candidats se sont inscrits à Tizi Ouzou au concours de recrutement des enseignants des trois paliers de l'Education a annoncé, hier, la direction locale de l'éducation, alors que l'opération d'inscription à ce concours a pris fin jeudi dernier. Ces candidats vont concourir pour 823 postes ouverts dans la wilaya de Tizi Ouzou, dont 478 dans l'enseignement primaire, 236 dans le moyen et 109 dans le secondaire, selon les précisions fournies par la même source. Il est à noter que les candidats à ce concours peuvent retirer leur convocation depuis le site de l'Office national des examens et concours (Onec) dès mercredi prochain, alors que les épreuves sont prévues pour le 30 de ce mois. H. M.

— Pas d'accord à Doha et nouvelle baisse des prix du pétrole —

L'Algérie appelée à serrer davantage la ceinture

■ *Finalment, comme l'avaient envisagé plusieurs économistes, la réunion de Doha des pays producteurs de pétrole, membres et non membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), n'a pas abouti à un accord et les prix sont restés otages du désaccord saoudo-iranien. Dans ce contexte, plusieurs pays qui fondaient leurs espoirs sur ce sommet, à l'instar de l'Algérie, sont confrontés à une crise qui pourrait durer dans le temps.*

Par Nacera Chennafi

Après une légère montée des cours pétroliers, l'échec de la réunion de Doha semble donner un nouveau coup dur à la situation. Hier, à l'ouverture des marchés asiatiques, le Brent de la mer du Nord a chuté «de près de 7% dans les premiers échanges et perdu trois dollars pour revenir tout juste au-dessus de 40 dollars le baril». Le contrat sur le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) a reculé «dans les mêmes proportions et se traitait à 37,75 dollars le baril», selon plusieurs agences.

Le ministre qatari de l'Energie, Mohammed ben Saleh al-Sada, avait déclaré qu'après six heures de tractations les pays réunis dimanche dernier à Doha avaient besoin de «plus de temps». Aucune date n'a été fixée pour une nouvelle réunion, a-t-il ajouté. Selon une source citée par l'agence de presse russe Ria-Novosti, les retards dans les discussions sont liés à de nouvelles conditions posées par l'Arabie saoudite, en particulier la participation de tous les pays de l'Opep au processus. La même source a ajouté que Ryad «a posé comme condition la participation de tous les pays de l'Opep, dont l'Iran». Il est à noter que bien avant la réunion de Doha, des signes d'échec sont apparus avec le désaccord et la rivalité déclarée entre l'Iran et l'Arabie saoudite, entraînant une décision de boycott de Téhéran. Le ministre iranien du Pétrole, Bijan Namdar Zanganeh, avait déclaré que «l'Iran ne renoncera en aucune manière à son quota de production historique», en référence au niveau de production et d'exportation de son pays d'avant les sanctions internationales contre Téhéran. Du côté



saoudien, le vice-prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, avait indiqué, samedi, dans une interview publiée par l'agence de presse Bloomberg, que le royaume ne «gèlerait pas sa production de brut à moins que l'Iran n'en fasse autant». Pour rappel, un accord, négocié en février par l'Arabie, la Russie, le Qatar et le Venezuela, vise à geler la production de brut aux niveaux de janvier afin d'enrayer la surabondance de l'offre, jusqu'à ce que la demande reprenne au 3^e trimestre de 2016. L'Algérie, qui est affectée directement par la chute des prix du pétrole depuis juin 2014 avec un recul de plus de la moitié de ses réserves de change, a pris plusieurs mesures, dont la réduction de l'importation de certains produits et marchandises, le gel de l'emploi dans la Fonction publique pour une période, la réduction du budget de fonctionnement, des mesures fiscales contenues dans la loi de finances de 2016 et enfin le lancement de l'emprunt obligataire national, effectif depuis

dimanche dernier, une manière pour le gouvernement d'éviter l'endettement extérieur même si cette solution n'est pas écartée. D'ailleurs sur ce point, le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, avait indiqué, lors d'une conférence de presse consacrée à l'emprunt obligataire national, que le problème n'est pas dans l'endettement mais dans la gestion des dettes ou de l'argent endetté.

Depuis Washington, le premier argentier du pays avait annoncé, dimanche dernier, que Sonatrach et Sonelgaz étudient la possibilité de mobiliser des financements préférentiels à l'international pour mener les projets d'investissements, en précisant qu'il ne s'agit pas d'un endettement. Ces deux groupes énergétiques ainsi que le groupe public national des services portuaires chargé de la réalisation du nouveau port centre examinent la possibilité d'utiliser éventuellement ce mode de financement. Ainsi, le gouvernement prépare d'autres pistes pour faire face aux retombées de la chute

des prix du pétrole. Par ailleurs, le quotidien *El chourouk* a rapporté hier que selon une copie d'instruction signée par Abderrahmane Benkhalfa, le gouvernement procède à «une seconde opération de purification des investissements non lancés lors du dernier quinquennat qui est arrivé à échéance le 31 décembre 2015». Ils ont concerné «les programmes sectoriels centralisés et décentralisés ainsi que les plans communaux de développement (PCD) notifiés par le ministère des Finances du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2014 dans le cadre du programme de soutien au développement économique». Cependant, la réunion de Doha n'est pas la fin et probablement d'autres pistes seront exploitées puisque plusieurs pays sont concernés par la crise pétrolière et ne peuvent laisser leur avenir économique otage d'une rivalité entre deux Etats.

N. C.

LA QUESTION DU JOUR

La conjuration des corrompus

suite de la page Une

Ainsi donc, le monde assiste stupéfait à un procès hors norme, grand-guignolesque, et pourtant rien moins qu'une fiction: quelqu'un qui n'est pas corrompu mais qui doit répondre de ses actes devant un tribunal de corrompus notoires. Sur les 594 députés que compte la Chambre basse, on estime à 60% ceux qui ne doivent qu'à l'immunité parlementaire de ne pas être aujourd'hui soit en procès soit en prison. Si le Brésil en est arrivé là, c'est parce que les forces sociales et politiques qui ont porté le Parti des travailleurs au pouvoir sur la défensive, laminées par les retombées de la crise économique. De tous les pays émergents, c'est en effet lui qui se trouve le plus durement frappé par le retournement de tendance amorcé en 2008 avec la crise dite des subprimes. Lui a plongé dans la récession si les autres n'ont connu que des contractions plus ou moins importantes de leurs économies. Des pans entiers de ses classes moyennes, sorties de la pauvreté grâce à la politique du Parti des travailleurs de Lula Da Silva, dont Dilma Rousseff est l'héritière, y sont retombés ces dernières années. La popularité de la présidente s'en est gravement ressentie. A cela il faut ajouter les affaires de corruption qui ont entaché son deuxième mandat, dont celle de Petrobras, la compagnie pétrolière publique, dans laquelle se sont trouvés mêlés nombre de ses proches. Cette conjonction de facteurs, internes et externes, a affaibli l'alliance politique et le bloc social sur lesquels était assise sa présidence. Le Brésil est de nos jours un des pays où la lutte de classes est la plus franche et la plus rude. Un pays qui lui ressemble tant sous cet angle, et qui justement est en crise lui aussi, c'est le Venezuela, qui peut à tout moment basculer dans la guerre civile. La chute de Rousseff, si la procédure enclenchée contre elle va à son terme, ouvrira sans aucun doute une nouvelle phase tourmentée non pas seulement au Brésil mais dans toute l'Amérique latine. La chute de Rousseff sur le mode qui s'annonce, c'est la chute de la démocratie au Brésil. M. H.

En visite de travail dans la wilaya de M'sila

Talai compte sur la compétence algérienne pour concrétiser les grands projets

Le ministre des Transports, Boudjamaa Talai, qui a exprimé sa satisfaction quant à la réalisation de certains projets structurants inscrits au profit de la wilaya de M'sila, n'a pas manqué de souligner que les contraintes enregistrées dans la réception de certains projets, engendrant des surcoûts pour l'Etat, sont liées en premier lieu au manque d'études sérieuses au niveau local. Ces visites dans plusieurs wilayas ont permis au premier responsable du secteur des Transports, Boudjamaa Talai, de constater des insuffisances préalablement relevées par les responsables des projets. Il s'agit, selon le ministre, de l'absence d'études sérieuses pour la réalisation de grands projets. M. Talai a mis

l'accent également sur une autre entrave qui retarde l'avancement des projets, le problème de l'expropriation. A cet effet, il a appelé les chefs de projets à faire un effort pour régler ce problème avant le lancement même de l'étude. Dans le même sens, M. Talai a soulevé le problème de l'exploitation. «Si elle n'est pas faite, c'est que nous sommes devant un problème sérieux», a-t-il indiqué, appelant la société civile à s'impliquer pour la levée des oppositions et des entraves qui retardent la réalisation des projets du rail. Par ailleurs, le ministre a estimé que la compétence est à la hauteur de concrétiser les grands projets dans le secteur des transports, sans recourir à la main-d'œuvre étran-

gère. Lancés en 2011 pour un délai contractuel de 60 mois, les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire à voie unique Boughezoul-M'sila s'étendent sur 151 kilomètres. Confiés au groupe Cosider, les travaux sont presque finis. Ils ont atteint «un taux de 95% d'achèvement», explique le chef de projet dans un bref exposé. Ce projet sera le premier à être livré à la fin 2016, promet le représentant de l'Anesrif. Une fois achevée, cette ligne à grande vitesse (LGV) de 160 km/h pour le transport des voyageurs et 100 km/h pour la marchandise, devrait desservir M'sila et Boughezoul en moins de deux heures. Des trains peuvent ensuite rouler à des vitesses plus importantes sur cette ligne,

selon l'Anesrif. En plus de ce grand projet, la wilaya de M'sila a bénéficié d'autres projets qui sont en cours d'études. Il s'agit des lignes Sour El Ghoulane-Ain Lhdjel (60 km), M'sila-Boussaâda (60 km), Boussaâda-Djelfa (105 km). Mettant en avant les efforts consentis pour la formation de la main-d'œuvre, le premier responsable du secteur a souligné que «la modernisation du secteur commence à se concrétiser sur le terrain suite aux efforts déployés par le gouvernement».

La ligne M'sila-Alger gelée

Désormais, le train reliant M'sila à Alger ne sifflera plus. En

effet, le ministre des Transports a fait savoir que la ligne ferroviaire reliant M'sila à Alger a été gelée à cause de la baisse de la demande sur ce moyen de transport public.

A cet effet, M. Talai a plaidé pour sensibiliser le citoyen sur l'importance que ces projets revêtent et leur apport sur l'économie nationale. A une question sur la coopération algéro-française dans le domaine des transports, Boudjamaa Talai a indiqué qu'actuellement une seule convention a été signée récemment entre la SNTF et SNRF, portant sur la formation des formateurs.

De notre envoyée spéciale à M'sila, Louiza Ait Ramdane

Nouba : «La Gendarmerie nationale ne lésine pas sur les moyens»

Pour une couverture «efficace» du réseau routier

■ La Gendarmerie nationale ne lésine sur «aucun moyen» pour assurer une couverture sécuritaire «plus efficace» des réseaux routiers, a affirmé lundi à Alger le commandant de ce corps de sécurité, le général major Menad Nouba.

Par Hani T.

«**N**otre vision s'articule autour d'une couverture sécuritaire plus efficace des réseaux routiers, accomplie grâce à la création de nouvelles unités spécialisées, à savoir les escadrons, les sections et les brigades de sécurité routière et les pelotons des autoroutes», a déclaré le général major à l'occasion du séminaire international sur la «Toxicologie médico-légale et son importance dans la prévention routière».

Il s'agit aussi, dans ce cadre, du «redéploiement d'autres unités dans le temps et dans l'espace et l'implication des formations aériennes de la Gendarmerie nationale dans la surveillance du réseau routier», a-t-il relevé. «Ce maillage sécuritaire a été également consolidée par le Centre d'information et de coordination routière de la Gendarmerie nationale, équipé de moyens techniques très développés et relié à un vaste réseau de caméras pour la surveillance de la circulation, la récolte et le traitement des informations sur le trafic routier», a-t-il ajouté. Le général major a indiqué, d'autre part, que l'Institut national de criminalistique et de criminologie «contribue largement au renforcement des capacités d'analyse et d'expertise, en couvrant 124 prestations de services dans les différentes disciplines criminalistiques, et 79 formations de pointe, de courtes et moyennes durées, pour répondre aux doléances de la communauté criminalistique nationale, y compris dans les domaines de l'accidentologie et la toxicologie». «Ces efforts consentis par la Gendarmerie nationale sont appuyés par la formation et la qualification de la ressource humaine spécialisée, notamment les experts et les techniciens accidentologues qui sont déployés à travers le territoire national pour une meilleure qualité des enquêtes afin de garantir les droits des victimes». Il a rap-

peut, depuis mars 2015, d'un «dispositif banalisé au moyen de véhicules et de motos, la multiplication des points de contrôle, l'acquisition d'équipements techniques modernes (radars, systèmes de détection des véhicules recherchés et caméras de surveillance), et la généralisation du dépistage à l'aide d'appareils homologués (alcootests, éthylotests et éthylomètres), pour une action préventive qui cible les causes génératrices des accidents de la circulation routière».

Le général major a souligné, en outre, l'intensification par la Gendarmerie nationale de ses «actions de prévention dans le domaine de la sécurité routière en contribuant à l'organisation des campagnes de sensibilisation dans les milieux scolaires et au profit des usagers de la route, notamment à travers les différents médias écrits et audiovisuels». Il a indiqué que depuis 2011, les appels ayant trait au numéro vert (10 55) pour signaler les délits routiers et aux fins d'aide et assistance en cas d'accidents de la circulation routière, «ont permis aux unités spécialisées d'effectuer plus de 112 000 interventions».

Il a cité aussi le lancement récemment par les services de la Gendarmerie nationale du site Internet «Tariki», qui, a-t-il dit, «représente un acquis important au bénéfice des usagers de la route, pour leur permettre de s'enquérir de l'état de la route et de la circulation routière». Sur le plan de l'ouverture sur le milieu universitaire et le monde de la recherche scientifique, il a indiqué que la Gendarmerie nationale a développé plusieurs partenariats avec les universités algériennes.

«Cette collaboration scientifique avec l'université s'est également concrétisée par la participation active des cadres de la Gendarmerie nationale dans le lancement de projets de recherche en lien avec le thème de la sécurité routière et l'apport des sciences de la criminalistique, en vue de cerner scientifiquement le phénomène des



P.W.D. R.

accidents de la circulation routière et proposer les pistes à même de résorber ce fléau», a-t-il précisé. Le commandant de la Gendarmerie nationale a indiqué, par ailleurs, que «malgré les efforts de lutte consentis par l'Etat depuis plusieurs années, la courbe statistique des accidents de la circulation demeure ascendante et les chiffres relatifs à ce phénomène attestent de la gravité de la situation». «En effet, l'Algérie compte malheureusement parmi les pays qui enregistrent un nombre important de victimes des accidents routiers et il s'ajoute à ce malheur un coût économique et financier lourd à la charge de l'Etat», a-t-il relevé.

Pour le général major, «la Gendarmerie nationale, qui exerce ses missions de la police de la route sur 85% de la totalité du réseau routier national, conçoit la sécurité routière en tant qu'approche globale, fondée sur une logique de partenariat». «Dans

cette approche, les gendarmes sur la route, les accidentologues et les toxicologues, sont appréhendés comme l'un des principaux acteurs devant nous présenter leur expertise sur cette problématique», a-t-il indiqué devant un parterre d'experts nationaux et internationaux.

Il a affirmé que l'organisation du séminaire international sur la toxicologie et le niveau de représentation, «témoignent de l'engagement résolu de nos différents partenaires, dans une œuvre commune de mise en synergie des expériences et des efforts consentis par la communauté nationale, dans les domaines de la prévention et de la lutte contre les accidents de la circulation routière, pour consolider l'Etat de droit et les libertés individuelles».

«Cette journée internationale est une opportunité pour échanger nos points de vue sur les sujets contenus dans la thématique proposée, et d'apporter un

éclairage sur les problématiques auxquelles sont confrontées nos magistrats, experts et enquêteurs dans leur lutte quotidienne contre les accidents de la circulation routière», a-t-il dit.

«C'est en explorant toutes les causes possibles que l'influence de la consommation de l'alcool et des drogues dans la genèse des accidents de la circulation routière a été dûment établie par nos experts, d'où l'intérêt d'organiser une telle manifestation qui traite du thème de l'apport de la toxicologie dans la détection de l'un des facteurs accidentogènes importants dans l'accroissement du nombre des accidents de la circulation routière», a-t-il soutenu.

Le général major a, enfin, affirmé que la Gendarmerie nationale «n'a jamais lésiné sur les moyens de lutte contre le phénomène de la toxicologie pour la résolution de ce fléau».

H. T. /APS

Béjaïa

Le maire d'Aït R'zine jette l'éponge

Le président de l'APC d'Aït R'zine (daïra d'Ighil-Ali), Youcef Dahmani, a jeté l'éponge jeudi dernier, a-t-on appris. M. Dahmani a déposé une lettre de démission où il avertit les autorités sur sa démission (autrement dit un préavis qui expirera le 10 mai prochain), a-t-on appris encore. Contacté hier, le maire démissionnaire d'Aït R'zine nous a confirmé l'information de sa démission: «Après réflexion, j'ai décidé de démissionner pour des raisons personnelles», nous dit-il. Cependant, il est toujours dans son poste en continuant d'expédier les affaires courantes de l'APC en attendant la tenue d'une session de l'Assemblée populaire communale pour la désignation d'un nouveau maire. Le P/APC semble déterminé à quitter la gestion des affaires communales comme il

nous l'a dit hier. «Je veux m'occuper, désormais, de mes soucis». Cependant, il n'est un secret pour personne que le maire d'Aït R'zine qui est très aimé et estimé par sa population pour sa modestie et son écoute fait face à plusieurs défis pour ne pas dire problèmes qui guettent sa commune depuis de longs mois et faute de moyens et de ressources financières (l'APC a bénéficié de 2,1 milliards de centimes seulement dans le cadre du PCD) et le manque d'écoute il a préféré rendre le tablier et laisser son poste à un autre sans faire de bruit. «Je veux laisser mon poste à quelqu'un qui peut travailler et apporter un plus à la commune et m'occuper de mes affaires personnelles», ajoute-t-il. Le désormais ex-premier magistrat de la commune d'Aït R'zine avait, pour rappel, pous-

sé plusieurs coups de gueule sur la radio locale récemment au sujet de certains projets lancés mais qui n'ont pas eu un bon suivi et qui ne sont toujours pas achevés et d'autres projets indispensables pour sa commune qu'il avait proposés n'ont pas été retenus. L'on peut citer quelques-uns comme l'aménagement urbain, le raccordement de la commune au gaz naturel. Un projet très attendu par la population depuis de très longues années. Un paradoxe: les 2^e et 3^e tranches sont finies alors que la première tranche n'a pas encore été lancée car l'entreprise en charge de ce lot ne veut même pas se présenter en dépit des plaintes du maire auprès de qui de droit. Le problème du manque de décharge publique où jeter les ordures ménagères de la commune a

fini par excéder le maire. Il y a aussi celui de l'eau potable et de l'échangeur de la pénétrante autoroutière au niveau du village Aftis que réclame, instamment, sa population que l'on ne veut pas lui accorder à cause de deux oppositions, alors que des centaines d'oppositions ont été réglées. Il faut souligner que l'APC d'Aït R'zine fonctionne très bien à cause de la cohésion existant parmi les élus dont la majorité a été élue sur des listes indépendantes comme celle du maire «Tafat» qui avait obtenu en septembre 2012 six sièges sur les 17 que compte l'APC. La liste «Jeunesse» avait obtenue quant à elle, 04 sièges, le FFS n'avait eu qu'un siège et une autre liste indépendante avait été accréditée de 04 sièges aussi.

Hocine Cherfa

Bouchouareb se félicite des résultats du Forum d'affaires algéro-émirati

Un nouveau départ au partenariat économique

■ Le ministre de l'Industrie et des mines, Abdessalam Bouchouareb, s'est félicité, hier, des résultats du 1^{er} Forum d'affaires algéro-émirati, tenu dimanche à Abu Dhabi, indiquant qu'une autre rencontre est prévue à Alger afin de concrétiser des projets de partenariat.

Par Samy O.

Dans sa déclaration à l'APS à l'issue de sa visite dans la capitale émiratie, M. Bouchouareb a considéré que ce forum avait permis aux deux pays de concrétiser la «relation de confiance» qui les lie, et ce, à travers le ciblage direct des domaines potentiels de partenariat. «Nous ne sommes pas venus ici pour seulement signer des contrats mais aussi et surtout pour identifier toutes les possibilités d'investissement entre les deux pays, et nous avons abouti à des discussions très avancées», ajoute-t-il. Il s'agit, en particulier, des secteurs de la sidérurgie, de l'agriculture et des énergies renouvelables où les deux parties sont en discussion avancées pour créer des projets communs en Algérie devant être concrétisés «dans les plus brefs délais», selon lui. C'est dans ce sens que les parties se sont accordées sur la tenue d'une autre rencontre à Alger mais dont la date n'a pas encore été fixée. «Les Emiratis nous ont promis qu'une forte délégation se rendra en Algérie,

soit pour concrétiser les projets en cours de discussion, soit pour avancer encore plus loin dans ces partenariats», assure le ministre. A cette occasion, l'Algérie et les Emirats arabes unis (EAU) se sont engagés à créer «toutes les conditions nécessaires» pour donner un nouvel élan à leurs relations économiques à travers des projets concrets et bénéfiques pour les deux parties, avance M. Bouchouareb.

Relancer les projets en suspension

Interrogé sur les projets déjà engagés par des entreprises émiraties en Algérie mais qui n'ont pas abouti, le ministre explique cette situation par le fait que l'environnement dans lequel ces projets avaient été entamés n'était pas favorable. «Ces projets avaient, peut-être, été conçus dans la précipitation où l'on n'avait pas pensé à tous les aspects concernés. Un projet doit se construire avec l'environnement du pays qui le reçoit sans omettre aucun aspect», relève-t-il. Mais aujourd'hui, ajoute-t-il, l'Algérie a changé et dispose d'un climat des affaires beaucoup plus attractif traduit dans le prochain



Ph. > D. R.

code de l'investissement qui doit aboutir avant fin juin prochain. Un fait qui donne plus de chance de réussite aux projets de partenariat qu'ils soient nationaux ou étrangers, selon lui. Dans ce sillage, le ministre fait savoir que les deux parties avaient évoqué deux projets qui peuvent être relancés. Il s'agit d'un projet médical à Sid Abdallah (Alger) et d'un projet industriel à Jijel, précise le ministre qui assure que l'Algérie restera ouverte à toute proposition de réactivation des projets suspendus. Concernant les projets de partenariat en discussion avec les Emiratis, le ministre indique que l'intérêt de l'Algérie ne réside pas uniquement dans la création de valeur ajoutée, de croissance et d'emplois mais sur-

tout dans le transfert du savoir-faire et de technologie. «Ce point est notre principal objet de discussions», fait valoir M. Bouchouareb qui observe que «c'est grâce aux Emiratis que nous avions pu ramener Mercedes et d'autres technologues de renommée en Algérie», à travers trois usines pour la production de poids lourds de marque Mercedes-Benz/SPA à Rouiba (Alger), de celle de fabrication de véhicules Mercedes-Benz/SPA pour l'Armée nationale à Aïn Bouchekif (Tiaret) et de celle de fabrication de moteurs Mercedes-Benz, Deutz et MTU pour usage des poids lourds à Oued Hamimine (Constantine). «Jusqu'à maintenant, les transferts du savoir-faire que nous réa-

lisons se mettent en place difficilement. Mais avec les Emiratis, ça ce passe beaucoup plus rapidement», indique M. Bouchouareb. Le 1^{er} Forum d'affaires algéro-émirati a été couronné par la signature d'un protocole d'accord entre le groupe public agroalimentaire Agrodiv et une entreprise émiratie pour le développement de fermes pilotes intégrées pour la production de céréales, fourrage et fruits et légumes. Un accord de coopération a aussi été signé entre le Forum des chefs d'entreprise (FCE) et la Fédération des chambres du commerce et d'industrie des EAU portant sur le suivi permanent des projets de partenariats bilatéraux.

S.O./APS

A travers la promotion du tourisme

Le Japon veut renforcer les échanges avec l'Algérie

L'ambassadeur du Japon en Algérie, Massaya Fujiwara, a exprimé la volonté de son pays de renforcer les échanges entre l'Algérie et le Japon, à travers la promotion du tourisme. «Saisissant cette opportunité, je voudrais renforcer les échanges bilatéraux à travers la promotion du tourisme et discuter avec nos partenaires algériens des mesures pour augmenter le nombre des touristes entre les deux pays», a écrit M. Fujiwara dans sa lettre du mois de mars. Relevant le peu d'échanges en touristes entre l'Algérie et le Japon, il préconise de trouver les moyens pour remédier à cela, citant dans ce cadre la coopération à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) qui offre

des formations au Japon aux Algériens en «politiques de développement du tourisme» et en «marketing de marque en utilisant les ressources locales». «Bien que la situation actuelle du tourisme entre les deux pays ne soit pas si active, un échange de personnes étant la meilleure façon pour approfondir la compréhension mutuelle de chaque pays. Il est opportun de considérer comment l'on peut augmenter réciproquement le nombre de touristes», a-t-il souligné. Le diplomate note, dans ce sens, que «l'année dernière, le nombre de touristes en provenance d'Algérie vers le Japon est d'environ 455 et ceux du Japon vers l'Algérie est de 1 000». Tout en énumérant, dans sa lettre, les mesures

prises par son gouvernement, l'ambassadeur a estimé que «la promotion du tourisme est un sujet commun au Japon et en Algérie», qui «font face aux mêmes défis». Il a précisé que les visites effectuées dans plusieurs régions, depuis son arrivée en Algérie en octobre 2014, lui ont permis de voir «une variété de cultures et énormément de ressources pour le tourisme dont 7 sites inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco». L'ambassadeur s'est dit «conscient que le gouvernement algérien accorde une priorité au tourisme et à la promotion de l'industrie du tourisme dans son programme de diversification économique».

Amel B.

Produits contrefaits

Les échanges mondiaux à près de 500 milliards USD/an

Les importations de produits contrefaits et piratés s'élèvent annuellement à près de 500 milliards de dollars (usd), soit environ 2,5% des importations mondiales, indique hier un rapport de l'Ocde et de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (Euipo). «Les marques américaines, italiennes et françaises sont les plus touchées, et une grande partie des sommes provenant de ces ventes alimente le crime organisé», précise le rapport intitulé «Trade in Counterfeit and Pirated Goods : Mapping the Economic Impact», notant aussi que les contrefaçons représentent jusqu'à 5% des biens importés par l'Union européenne. Le document chiffre la valeur mondiale des importations de biens contrefaits en 2013 à 461 mil-

liards USD, soulignant que les importations totales au niveau mondial s'élèvent à 17 900 milliards USD. La plupart des importations de biens contrefaits «proviennent de pays à revenu intermédiaire ou de pays émergents, la Chine en étant le premier producteur», relèvent les auteurs du rapport qui ont analysé les données provenant de près d'un demi-million de saisies douanières réalisées dans le monde entre 2011 et 2013 «afin d'établir l'estimation la plus rigoureuse, à ce jour, de l'ampleur du commerce de faux produits à l'échelle mondiale». «Les conclusions de ce nouveau rapport viennent contredire l'idée selon laquelle la contrefaçon touche uniquement les grandes entreprises ou les fabricants d'articles de luxe. Les contrefacteurs profitent de la

confiance que nous portons aux marques pour fragiliser les économies et mettre en danger la vie des individus», a déclaré le secrétaire général adjoint de l'Ocde, Doug Frantz. Le rapport indique que les contrefaçons concernent tous types de produits, des sacs à main et parfums, aux pièces de machines et produits chimiques. «Si les chaussures sont les produits les plus copiés, on observe des violations du droit de propriété intellectuelle jusque sur les fraises et les bananes», affirme le rapport, ajoutant que les activités de contrefaçon produisent également de «mauvaises copies» qui mettent en danger la vie des individus, notamment les pièces automobiles défectueuses, médicaments aux effets néfastes, jouets dangereux, lait

pour bébé sans valeur nutritive et instruments médicaux donnant des mesures erronées. Les rédacteurs du rapport estiment que les économies émergentes sont généralement dotées des infrastructures nécessaires au commerce à grande échelle, mais elles souffrent souvent d'une gouvernance défaillante et ne disposent pas des institutions et des capacités d'exécution qui leur permettraient de lutter efficacement contre la contrefaçon. Si la Chine est le premier producteur de biens contrefaits, ses entreprises les plus innovantes sont, elles aussi, «victimes des contrefacteurs», relève le rapport. Les pays dont les entreprises ont été les plus touchées par la contrefaçon entre, 2011 et 2013, sont les Etats-Unis, dont les marques et les brevets repré-

sentent 20% des copies, suivis par l'Italie avec 15%, la France et la Suisse avec 12% chacune, le Japon et l'Allemagne avec 8%, et le Royaume-Uni et le Luxembourg. Le rapport montre également que les envois postaux sont le principal mode d'expédition des copies. Ils représentaient 62% des saisies entre 2011 et 2013, une proportion qui «témoigne de l'importance croissante du commerce en ligne dans les échanges internationaux». Selon le document, les produits contrefaits empruntent des «itinéraires complexes» qui les font passer par les plus grandes plateformes d'échanges mondiales, telles que Hong Kong et Singapour, et par des zones de libre-échange comme celles des Emirats arabes unis.

R. E.

Aïn Defla

Diverses structures de la gendarmerie en cours de réalisation

■ Plusieurs structures de sécurité relevant de la Gendarmerie nationale sont en cours d'étude ou de réalisation au niveau de la wilaya de Aïn Defla, a indiqué un officier du groupement local de ce corps de sécurité.

Par Ilham N.

Ces structures concernent 5 brigades de gendarmerie en phase d'étude et 2 autres en phase de réalisation», a indiqué le commandant Maâmria Ahmed, chef d'état-major du groupement de gendarmerie de Aïn Defla, qui animait une conférence de presse consacrée au bilan d'activité du premier trimestre 2016 de ce corps de sécurité. Sur un total de 36 communes, sept ne sont pas dotées d'une brigade de gendarmerie en l'occurrence celles de Mekhatria, Birbouche, Aïn Benian, Aïn, Bouyahia, Ben Allel, Oued Djemaâ et Djemaâ Ouled Cheikh, a relevé le même officier, affirmant que la réception de ces structures fera passer la couverture sécuritaire de la wilaya de 100%. «Le fait que ces 7 communes ne soient pas dotées de brigades de gendarmerie ne veut nullement dire qu'elles sont délaissées ou qu'elles ne font pas l'objet d'attention», a affirmé le même officier, faisant dans ce cadre état d'un plan visant la surveillance des communes en question. Les travaux de réalisation d'une unité d'intervention rapide de la Gendarmerie nationale au niveau du chef-lieu de wilaya ont également été lancés durant la période considérée, a par ailleurs souligné le conférencier, notant que la mission de cette structure consiste en la préservation de l'ordre public. S'agissant de l'activité du grou-



PH. > D. R.

pement de gendarmerie de Aïn Defla durant le premier trimestre de cette année, le bilan y afférent fait état du traitement de 303 affaires, soit 77 affaires de plus par rapport à la même période de l'année écoulée. Dans ce cadre, il a été procédé au traitement de 196 affaires se rapportant au crime ordinaire, 37 au crime organisé et 70 autres liées à la violation de la loi, a-t-on souligné. Concernant le crime ordinaire, les crimes et délits contre les biens arrivent en tête de la liste des affaires traitées (109), suivis de ceux contre les per-

sonnes (64), la famille et les us (11) ainsi que l'ordre public (2 affaires). S'agissant du crime organisé, le groupement a notamment procédé au traitement de 15 affaires se rapportant à l'émigration clandestine lesquelles se sont soldées par l'arrestation de 40 ressortissants de différentes nationalités dont 2 ont été placées sous mandat de dépôt. S'agissant de la sécurité routière, la même source fait état de 18 accidents de la route ayant causé le décès de 18 personnes et des blessures à 221 autres, relevant que le facteur

humain reste la cause principale de ces accidents (84% des cas). 8 427 infractions ont par ailleurs été recensées par le radar «Gastro» dont la mission est de déterminer la vitesse légale à ne pas dépasser par les automobilistes qui est entré en service durant l'année 2015, a-t-on noté. 856 appels (dont 346 de nuit et 510 de jour) ont enfin été reçus par le numéro vert (1055), a-t-on encore précisé, relevant que l'implication des citoyens est importante dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes.

I. N./APS

Souk Ahras

Ambition de se lancer dans la culture du safran et du pistachier

Des initiatives pour la culture du safran et du pistachier dans certaines communes de la wilaya de Souk Ahras sont actuellement menées, dans le cadre de la stratégie de diversification des produits agricoles du secteur, a indiqué le président de la chambre locale de l'agriculture, Mohamed-Yazid Hambli. La chambre projette ainsi d'organiser «prochainement» dans une exploitation agricole spécialisée de la wilaya de Tiaret un stage sur la culture du safran au profit des agriculteurs de la commune d'Ouled Driss (Souk-Ahras), a assuré le responsable. Région montagneuse s'éle-

vant à 1 400 mètres au-dessus du niveau de la mer, Ouled Driss dispose «de terres fertiles» adaptées à la culture du safran, une épice, «très chère sur le marché national et international», a souligné M. Hambli. La culture de cette plante assurera «des revenus conséquents aux paysans» de cette commune où l'agriculture est pratiquée par des familles sur de petits lopins de terre, note encore M. Hambli. La chambre prévoit également avec le concours de l'Institut national de la recherche forestière (INRF) le lancement dans les deux communes de Taoura et Sidi Fredj d'une opération de cul-

ture de pistachier, actuellement pratiquée sur seulement 3 hectares par deux agriculteurs de ces communes. M. Hambli, plaidant pour l'encouragement de la création de pépinières qui fournissent les plants de cet arbre fruitier, constituera «un autre pas» dans le projet ambitieux de la culture du pistachier. Sur instruction du wali de Souk Ahras, la chambre a entamé la semaine passée l'élaboration d'une feuille de route pour la relance de l'investissement agricole générateur de richesses et d'emplois, a-t-on encore indiqué de même source. Ali O.

Béjaïa

Plus de 3 000 visiteurs aux portes ouvertes d'Algérie Télécom

Plus de 3 000 visiteurs ont fait le détour des portes ouvertes sur Algérie Télécom, entamées début avril et ce, jusqu'à la fin du mois, pour découvrir les prestations et services promotionnels offerts par l'entreprise, indique la direction opérationnelle locale des télécommunications. «La démarche repose sur l'idée de mettre le client au cœur de l'en-

treprise, en lui présentant les produits et les services qu'elle commercialise, et en satisfaisant ses curiosités», explique Wassila Saheb, chargée de communication, qui ne désespère pas de voir un grand nombre de ces visiteurs se convertir en clients potentiels. Plusieurs produits ont été mis en avant à cette occasion dont les plus attractifs restent la

bibliothèque numérique, la bibliothèque académique spécialisée, et le filtre fi-amane, un logiciel de contrôle parental, «concedé à des tarifs étudiés», a-t-elle soutenu. Des packs, comportant des téléphones et des modems y sont également promus, tout autant que des abonnements au fixe et adsl avantageux, ainsi que le produit Wici,

désormais fort utile et fort disponible, a-t-elle ajouté. Afin de mettre en valeur ces offres, les visiteurs ont droit à des démonstrations pratiques et à des explications sur les spécificités de chacun des services proposés et des avantages auxquels ils donnent droit.

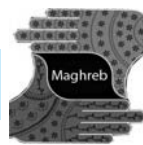
A. L./APS

M'sila Hausse «substantielle» de la production des viandes blanches

LA PRODUCTION des viandes blanches a connu une hausse «substantielle» à M'sila atteignant 130 000 quintaux durant la saison agricole 2015-2016, contre 120 000 qx la précédente saison, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). «La mise en exploitation de nouvelles batteries destinées à l'élevage avicole et les actions de vulgarisation autour des techniques d'élevage en batterie et la reprise des activités avicoles d'un bon nombre d'aviculteurs ont contribué à l'augmentation de la production des viandes blanches», selon la même source. Qualifiant l'évolution dans la filière avicole d'«encourageante», la même source a souligné que la filière avicole est appelée à connaître, au cours des prochaines années, un «dynamisme accru» susceptible de transformer la wilaya en «pôle national générant près de 3 000 emplois». La chute des prix de la viande blanche depuis août dernier a eu pour effet d'«accroître la demande sur la production avicole», a-t-on encore noté, rappelant que la consommation de viande blanche était de l'ordre de 400 quintaux par mois. Actuellement, à la faveur des prix «jugés abordables» de la viande blanche, la wilaya de M'sila a connu l'apparition d'une centaine de rôtisseries spécialisées dans le volaille, a-t-on constaté. M.S.

Mostaganem Production de 1,05 million de quintaux d'agrumes

LA WILAYA de Mostaganem a réalisé une production de 1 050 000 quintaux d'agrumes lors de la saison agricole (2015-2016), a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles. La campagne de cueillette, qui a pris fin au mois de mars dernier, a touché une superficie globale de 4 160 hectares, selon les services de la DSA qui ont signalé une régression de la production par rapport à la saison écoulée à cause de la pluviométrie (retard). La wilaya de Mostaganem se distingue par la production de deux variétés d'agrumes, «Clémentine» et «Thomson», dans les communes de Bouguirat, Kheireddine et Sayada. A noter qu'une hausse des prix des agrumes a été constatée depuis décembre dernier, cédés actuellement à 300 DA le kilogramme. L'agrumiculture a connu un bond qualitatif ces dernières années dans la wilaya, à la faveur de la maîtrise des techniques, du soutien de l'Etat aux producteurs et des actions de vulgarisation et de suivi. Une production de 1 183 000 qx d'agrumes avait été réalisée l'année dernière dans la wilaya. R.R.



Libye

Le gouvernement d'union va prendre le contrôle de ses ministères

■ Le gouvernement d'union nationale en Libye doit prendre le contrôle de ses premiers ministères, un nouveau pas pour asseoir son autorité dans ce pays miné par les violences depuis près de cinq ans, a annoncé son vice-Premier ministre désigné, Ahmed Miatig.

Par Kamel L.

La prise des ministères des Affaires sociales, de la Jeunesse et des Sports ainsi que de l'Habitat et des Travaux publics aura lieu «indépendamment du résultat du vote de confiance du Parlement sur le gouvernement d'union prévu le même jour», a-t-il précisé lors d'une conférence



de presse. La communauté internationale continue à apporter son soutien au gouvernement d'union nationale libyen en lui promettant de l'aider notamment

à instaurer son autorité nécessaire pour le rétablissement de la paix et de la stabilité dans ce pays. Le gouvernement d'union, dirigé par Faiz al-Sarraj, ne cesse

de recevoir depuis son arrivée le 30 mars à Tripoli, le soutien de plusieurs pays dont la France et l'Allemagne, qui se sont engagés à aider le nouvel exécutif libyen à sortir la Libye du chaos. Samedi, les chefs de la diplomatie allemande Frank-Walter Steinmeier et française Jean-Marc Ayrault ont rencontré à Tripoli Faiz al-Sarraj, dans la base navale lui servant actuellement de quartier général. Les deux ministres ont affirmé «la détermination de leurs gouvernements à apporter tout leur concours au gouvernement d'unité nationale pour l'aider à rétablir la sécurité, à lutter contre le terrorisme et à offrir des services publics bénéficiant à tous les Libyens», selon un communiqué conjoint. Le chef de la diplomatie française a insisté sur l'urgence de «la formation des

forces de police et militaires» libyennes, et souligné que son pays était disposé à aider le gouvernement d'union à ce sujet. «Il y a un besoin de les entraîner peut-être hors de la Libye au début, et c'est ce dont nous parlerons lundi», a déclaré pour sa part M. Steinmeier, en référence à une réunion des ministres européens de la Défense et des Affaires étrangères pour notamment discuter d'une éventuelle mission d'assistance à la police et aux gardes-frontières libyens. Le déplacement à Tripoli de MM. Steinmeier et Ayrault est intervenu deux jours avant une session cruciale du Parlement libyen basé à Tobrouk dans l'est du pays qui doit décider d'accorder ou non sa confiance au nouveau cabinet d'union. Le président du Parlement de Tobrouk, Aguila Saleh, et le vice-président, Mohamed Ali Choueb, ont convenu d'une séance le 18 avril pour un vote de confiance, qui sera retransmise en direct à la télévision. A plusieurs reprises, le Parlement reconnu n'a pu, faute de quorum, tenir un vote de confiance sur le gouvernement d'union nationale, issu d'un accord politique signé fin 2015 sous l'égide de l'ONU.

K. L./APS

Visite surprise du chef de la diplomatie britannique

LE MINISTRE britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, est arrivé hier à Tripoli pour une visite non annoncée au cours de laquelle il a rencontré le Premier ministre désigné du nouveau gouvernement d'union nationale, a indiqué un responsable libyen. «Philip Hammond est à Tripoli, il rencontre le Premier ministre (Fayez al-Sarraj) et tiendra une conférence de presse après ses entretiens», a déclaré un porte-parole du gouvernement d'union, cité par l'AFP. Une

photo montrant MM. Sarraj et Hammond se serrant la main a été publiée sur la page Facebook de ce gouvernement soutenu par l'ONU. Le Parlement libyen reconnu par la communauté internationale doit se réunir lundi dans l'est du pays pour lui accorder ou non sa confiance, en présence de l'émissaire de l'ONU pour la Libye, Martin Kobler. Ce vote est crucial pour consacrer la légitimité du gouvernement d'union. Pour l'instant installé dans une base navale de Tripoli, ce nou-

veau cabinet doit en outre prendre les rênes lundi dans la capitale libyenne de ses trois premiers ministères. La visite à Tripoli de M. Hammond fait suite à celles la semaine dernière de ses homologues italien, français et allemand, qui ont tous rencontré M. Sarraj. Au milieu de cette intense activité diplomatique, l'ONU a annoncé dimanche le retour de sa mission à Tripoli, qu'elle avait quitté à l'été 2014 en raisons des violences.

K.M.

Migration irrégulière, trafic de drogues et de faux documents

L'Agence Frontex accable le Maroc

L'Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures «Frontex» a accablé le Maroc dans son dernier rapport annuel d'analyse des risques, désignant le royaume marocain comme un des principaux pays pourvoyeurs de la migration irrégulière, de trafiquants de migrants, mais aussi comme pays d'origine et d'envoi de la résine de cannabis saisie en Europe. En plus de recenser le Maroc parmi les plus importants pays d'origine et/ou de transit des migrants irréguliers, Frontex a souligné dans son rapport 2015 que le Maroc occupe la première place au classement des dix principaux pays de nationalité des trafiquants de migrants. Le royaume marocain en tête de ce classement établi par l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures avec plus de 1 100 passeurs marocains détectés en 2015, loin devant les Espagnols (600), les Syriens (500), les Turcs (400), et les Roumains et Bulgares réunis (840). Dans ses dernières statistiques, l'Agence européenne fait également état de plus de 32 500 Marocains en situation de séjour irrégulier en Europe et classe le Maroc dans le top 5 des pays de

nationalité des migrants irréguliers, après la Syrie, l'Afghanistan, l'Iraq et l'Erythrée. En dépit du partenariat privilégié qui les lie et des accords qu'ils ont signés pour une meilleure gestion de la migration, l'UE n'arrive visiblement pas à amener son voisin marocain à coopérer sur cette question qu'elle a pourtant placée au centre de ses priorités et de ses relations avec les pays du voisinage. Le bilan de Frontex pour l'année 2015 fait également ressortir que la majorité des documents frauduleux saisis aux frontières extérieures terrestres et maritimes de l'Union européenne ont été récupérés aux frontières entre le Maroc et l'Espagne, avec une implication quasi totale de ressortissants marocains utilisant de faux documents espagnols, à Ceuta et Melilla, mais aussi au départ de Tanger. S'agissant du trafic de drogues, Frontex rappelle dans son rapport que «le cannabis, provenant essentiellement du Maroc, représente 80% des drogues saisies en Europe». Selon cette agence européenne, les routes de la drogue se diversifient, et d'autres pays européens servent de plus en plus de points d'entrée. En juin 2015, un

bateau battant pavillon turc en provenance du Maroc a été intercepté par la marine italienne alors qu'il transportait 12 tonnes de résine de cannabis d'une valeur totale de 40 millions d'euros, a-t-elle précisé. En effet, le Maroc demeure l'un des plus gros producteurs de résine de cannabis au monde et continue de fournir l'Europe, selon le rapport de l'année 2015 publié début mars par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). La plupart de la résine de cannabis destinée à l'Europe est acheminée clandestinement depuis le Maroc, note le rapport de l'OICS, un organe indépendant chargé de surveiller l'application des conventions internationales des Nations unies relatives aux contrôles des drogues. «Le Maroc demeure l'un des plus gros producteurs de résine de cannabis et reste l'un des principaux pays d'où provient la résine acheminée clandestinement vers l'Europe», révèle le document, soulignant que «le Maroc faisait partie, ces dix dernières années, des trois pays les plus fréquemment cités comme source ou zone de transit de la résine saisie dans le monde».

Anis F./Agences

Tunisie Démantèlement d'une «cellule terroriste» dans plusieurs régions du pays

UNE «CELLULE terroriste» active dans plusieurs régions de la Tunisie, a été démantelée, a annoncé le ministère tunisien de l'Intérieur, cité par l'agence de presse TAP. Dans un communiqué, le ministère précise qu'«à la suite de renseignements parvenus aux unités sécuritaires de Sfax, ces dernières ont arrêté, à Sousse, un des chefs de file de la cellule, composée de six takfiristes ayant prêté allégeance à Daech», l'organisation terroriste autoproclamée Etat islamique (Daech/EI). Selon les premières investigations, il s'est avéré que «cet élément était rentré de Syrie après avoir participé à des opérations terroristes et de combat dans ce pays». Deux autres membres de la cellule ont été arrêtés dans la ville de Mahrès (Sfax) dans un guet-apens et deux autres dans la ville de Skhira, toujours à Sfax, a précisé le communiqué. Une femme qui compte parmi les éléments de cette cellule a été aussi arrêtée. Elle avait été interpellée dans une affaire liée au terrorisme, d'après le ministère de l'Intérieur.

R.M.

Brésil

Les députés ouvrent la voie de la destitution de Dilma Rousseff

Les députés brésiliens ont ouvert dimanche la voie d'une destitution de la présidente par le Sénat à une écrasante majorité, lors d'un vote historique qui s'est déroulé dans une atmosphère survoltée, et Dilma Rousseff devrait s'exprimer hier.

Par Ali O.

Le mandat de l'impopulaire dirigeante de gauche ne tient désormais plus qu'à un fil devant le Sénat. Il suffira en mai d'un vote à la majorité simple des sénateurs pour qu'elle soit mise en accusation pour «crime de responsabilité» et écartée du pouvoir pendant une période au maximum de 180 jours, en attendant un verdict final sur sa destitution par un vote aux deux tiers. Le vice-président Michel Temer, 75 ans, son ex-allié centriste et désormais rival, assumerait alors ses fonctions et formerait un gouvernement de transition.

Homme d'appareil discret, Temer est presque tout aussi impopulaire que Mme Rousseff. Son grand parti centriste, le PMDB, est éclaboussé au plus haut niveau par le scandale de corruption Petrobras. Son propre nom a été cité par plusieurs inculpés.

Dimanche soir, l'impeachment l'a emporté par 367 voix, 25 de plus que les 342 requises (deux tiers). Seuls 137 députés, de gauche et d'extrême gauche pour l'essentiel, ont voté contre la destitution. Sept se sont abstenus et deux étaient absents. Les députés de l'opposition, ceints

d'écharpes aux couleurs nationales jaune et verte ont exulté, entonnant à gorges déployées l'hymne des supporters de l'équipe de football au Mondial-2014: «Je suis brésilien, avec beaucoup de fierté...» Le leader du Parti des travailleurs (PT, gauche) au Congrès des députés José Guimaraes avait anticipé la déroute du camp présidentiel: «Les putschistes ont gagné ici mais cette défaite provisoire ne signifie pas que la guerre est perdue. Nous allons maintenant dialoguer avec le Sénat».

Accusée de maquillage des comptes publics en 2014, année de sa réélection, et en 2015 pour masquer l'ampleur de la crise économique, Mme Rousseff nie avoir commis un crime dit «de responsabilité».

Avant le vote de dimanche, elle avait annoncé qu'elle «lutterait jusqu'à la dernière minute de la seconde mi-temps».

Cette ancienne guérillera torturée sous la dictature, héritière politique de l'ex-président Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010), est entrée dans l'histoire en 2011, en devenant la première femme présidente du Brésil. Elle risqua d'y rejoindre Fernando Collor de Mello, seul président brésilien à avoir été destitué,



pour corruption, en 1992. Mme Rousseff s'exprimera hier, a annoncé son défenseur, l'avocat général de l'État, José Eduardo Cardozo: «Ce vote scandaleux ne va pas l'abattre (...). Elle va lutter ce pour quoi elle a toujours lutté depuis la dictature, la démocratie».

La session historique des députés s'est déroulée dans une atmosphère à couteaux tirés, entre insultes et empoignades, dès son ouverture par le prési-

dent du Congrès, Eduardo Cunha, ennemi juré de Mme Rousseff, inculpé de corruption.

Les députés de droite et du centre droit parlaient de «nettoyer le pays de la corruption», d'en finir avec «ce gouvernement incompétent qui a conduit le Brésil à la ruine».

Les traitant de «canailles», le député d'extrême gauche (Psol) Jean Wyllys leur a lancé: «J'ai honte de participer à la farce de

cette élection indirecte, conduite par un voleur (M. Cunha), ourdie par un traître conspirateur» (M. Temer) et appuyée par de lâches tortionnaires, des analphabètes politiques et des vendus». Plus de 200 millions de Brésiliens, divisés par des mois d'âpres affrontements étaient suspendus à la première manche de cette lutte acharnée de pouvoir qui paralyse le géant émergent d'Amérique latine, au milieu d'un énorme scandale de corruption et de la pire récession économique depuis des décennies.

A Brasilia, 53 000 manifestants en vert et jaune favorables à la destitution et 26 000 sympathisants de gauche habillés en rouge ont suivi les débats sur des écrans géants devant l'assemblée, de part et d'autre d'une grande barrière métallique. Des dizaines de milliers de Brésiliens ont manifesté dans le pays, moins nombreux que prévu mais sans incidents, notamment à Sao Paulo et Rio de Janeiro.

La crise brésilienne remonte à la réélection de Mme Rousseff. Mais elle s'est embrasée en mars avec d'immenses manifestations pour son départ et l'entrée frustrée à son gouvernement de son mentor Lula, soupçonné de corruption. A. O.



Points chauds

Révélation

Par Fouzia Mahmoudi

Si Bernie Sanders a largement construit sa campagne des primaires sur son intransigeance avec le monde des finances et son refus de percevoir le moindre centime des puissants lobbies qui habituellement son au centre de toutes les campagnes, il semblerait que cette stratégie soit aujourd'hui plus pertinente que jamais alors que le récent scandale des Panama Papers a impliqué de nombreux donateurs de Hillary Clinton. Après cette révélation il est ainsi plus que probable que le discours de Sanders qui a accusé depuis le début de la campagne des primaires Clinton d'être liée avec des milieux financiers douteux verra sa cote de popularité grandir encore, même si de son côté la candidate a immédiatement condamné des agissements des personnes ayant eu recours à des sociétés offshore. Après les premières révélations du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et de ses cent neuf médias partenaires sur le monde opaque des paradis fiscaux et les centaines de personnalités publiques qui avaient eu recours à la firme panaméenne Mossack Fonseca pour dissimuler leurs actifs, Hillary Clinton avait en effet condamné le «scandale des paradis fiscaux», pointant du doigt à la fois les cas de fraude fiscale et des «failles juridiques exploitées par les super-riches du monde entier» en toute légalité. Ce sont pourtant ces mêmes failles qu'ont exploité plusieurs personnalités liées aux époux Clinton repérées dans les «Panama papers» par McClatchy, parmi lesquelles on retrouve: Gabrielle Fialkoff, directrice financière de la campagne sénatoriale de Hillary Clinton en 2000, le Canadien Franck Giustra aurait utilisé une société aux îles Vierges britanniques pour développer ses activités d'extraction d'uranium au Kazakhstan, en 2005, quelques mois après avoir accompagné Bill Clinton dans ce pays du Caucase pour le lancement d'une initiative caritative de la Fondation Clinton, dont il est l'un des grands donateurs, et le Nigérien Ronald Chagoury, qui a financé à la fois la Fondation Clinton et une conférence caribéenne de Bill Clinton en 2003, disposait lui aussi d'une société offshore, dont l'objet reste inconnu. Si aucun des montages épluchés par McClatchy ne remonte directement aux époux Clinton, ces révélations pourraient se révéler embarrassantes pour la favorite des sondages à l'investiture démocrate, dont les liens avec les «super-riches» et le «grand capital» lui étaient déjà reprochés, notamment pour le financement de sa campagne. Reste à savoir si cela aura un impact sur la campagne alors qu'Hillary Clinton a aujourd'hui une certaine avance sur son concurrent ou si ces révélations aideront Sanders à rattraper l'actuelle favorite. F. M.

Séisme en Equateur

Au moins 272 morts, chiffre encore provisoire

Les secours poursuivaient leur course contre la montre dans la nuit de dimanche à hier pour tenter de retrouver des survivants sous les décombres en Equateur, après le puissant séisme qui a fait au moins 272 morts. «Le nombre (de morts) va sûrement augmenter et probablement de manière considérable», a prévenu le président équatorien Rafael Correa en communiquant le nouveau bilan provisoire. «Ce sont des moments difficiles, la pire tragédie de ces 67 dernières années, uniquement dépassée par le tremblement de terre de 1949 à Ambato (centre)», a-t-il ajouté.

Selon le chef de l'État, le nombre de blessés s'élève désormais à 2 068, en baisse par rapport à celui de 2 557 communiqué plus tôt par le vice-président Jorge Glas. En visite au Vatican, Rafael Correa, qui a débouqué une aide budgétaire d'urgence d'«environ 600 millions de dollars», est arrivé en avion à Manta vers 23h30 GMT.

Dans cette région du littoral équatorien, les sinistrés cherchaient à mains nues leurs disparus sous les gravats, avant de passer une deuxième nuit dehors, par crainte d'une réplique ou pour veiller sur le peu qu'ils ont pu sauver. A Portoviejo (ouest), l'une des villes les plus touchées, des maisons détruites, un marché dévasté, des lampadaires au sol et des débris éparpillés sur les trottoirs témoignaient de l'ampleur de la secousse de magnitude 7,8. «Nous avons déjà sorti

trois personnes décédées et nous pensons qu'il y en a 10 à 11 supplémentaires qui sont coincées», a indiqué à l'AFP un membre de l'équipe de sauvetage travaillant sur les ruines de l'hôtel El Gato, un bâtiment de six étages qui s'est entièrement effondré. Une centaine de prisonniers en ont profité pour s'échapper de la prison de Portoviejo. «Nous avons lancé les opérations pour les capturer à nouveau», a écrit sur Twitter la ministre de la Justice, Ledy Zuñiga. A Guayaquil, pourtant à près de 400 kilomètres au sud de l'épicentre, «on a énormément ressenti le tremblement de terre», a raconté Oscar Alava, un ingénieur de 41 ans. Mais «grâce à Dieu, il ne nous est rien arrivé. C'est le chien qui nous a avertis en aboyant».

Dans ce port de plus de deux millions d'habitants, un homme est mort écrasé dans sa voiture après l'effondrement d'un pont et une fillette a péri quand le toit d'un centre commercial s'est partiellement effondré.

A Manta (ouest), ville proche de l'épicentre, «les maisons se sont écroulées, les réverbères sont tombés, les gens sont complètement désespérés, il y a des gens enterrés sous les décombres», a décrit Miriam Santana, 40 ans, employée de maison. Deux Canadiens figurent parmi les victimes, selon les autorités de ce pays. L'Union européenne a annoncé l'activation du mécanisme européen de Protection civile, pour aider ce pays sud-américain, tandis que

le secrétaire d'État américain John Kerry offrait le soutien des États-Unis.

Plus de 14 000 membres des forces de sécurité, 241 professionnels de la santé et deux hôpitaux mobiles ont été dépêchés sur place. Des renforts arrivent de Colombie, du Mexique, du Chili, d'Amérique centrale et d'Espagne. A Pedernales, épicentre du séisme, haut lieu touristique avec ses plages sur le Pacifique, les autorités évaluaient le nombre des morts à entre 300 et 400, soulignant qu'une trentaine d'hôtels ont été détruits. «Pedernales est dévastée, les immeubles se sont effondrés, en particulier les hôtels où beaucoup de touristes sont logés, il y a des cadavres. Nous avons besoin d'aide», a déclaré aux médias le maire, Gabriel Alcivar. Le séisme s'est produit samedi à 18h58 (23h58 GMT) à 20 km de profondeur, selon l'Institut de géophysique (IG), provoquant des «dégâts considérables dans la zone de l'épicentre», dans la province de Manabi (sud-ouest), «et aussi dans des lieux éloignés» comme Guayaquil ou Quito.

Malgré des dégâts matériels importants, les infrastructures pétrolières «stratégiques» du pays n'ont pas été affectées et devraient continuer de fonctionner, a assuré le ministre des Ressources stratégiques Rafael Poveda.

La secousse a été ressentie dans le sud de la Colombie et au Pérou, apparemment sans faire de victimes. T. L.



Constantine 2015

Que faire du reliquat d'un milliard de dinars ?

■ Le programme culturel de la manifestation «Constantine capitale 2015 de la culture arabe» a consommé environ 5,8 milliards de dinars sur les sept milliards de dinars dégagés à cet effet.

Par Adéla S.

Le reliquat du budget alloué au financement du programme culturel élaboré dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», estimé à un milliard de dinars, «sera versé pour l'enrichissement de la vie culturelle», a indiqué dimanche à Constantine le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi. S'exprimant au cours d'une conférence de presse consacrée à la présentation d'un bilan préliminaire sur cet événement culturel, le ministre a indiqué que le budget «restant» de l'enveloppe financière dégagée par l'Etat pour le financement du programme d'animation sera consacré à la «continuité de l'ac-



Ph. DR

te culturel». Le programme culturel de la manifestation «Constantine capitale 2015 de la culture arabe» a consommé environ 5,8 milliards de dinars sur les sept milliards de dinars dégagés à cet effet, a souligné le commissaire de la manifestation,

Sami Bencheikh El Hocine. S'agissant de la gestion de la salle de spectacles Ahmed-Bey, réalisée et mise en service dans le cadre de cette manifestation culturelle, le ministre a indiqué que des propositions seront «incessamment transmises au

Premier ministre pour trouver la formule de gestion adéquate et trancher sur son statut». Mettant l'accent sur l'importance de rentabiliser les édifices culturels, le ministre a indiqué que cette infrastructure grandiose qui constitue «une fierté pour

Constantine et pour toute l'Algérie», restera sous la gestion de l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), jusqu'à nouvel ordre. Le ministre qui a assisté dans la matinée au premier tour de manivelle du long métrage «Hadj Ahmed Bey», a indiqué que toutes les conditions nécessaires ont été mobilisées pour assurer la réussite des productions, initiées dans le cadre de cette manifestation. Le budget alloué pour la restauration des sites archéologiques de Constantine, dont plusieurs chantiers n'ont pas été lancés pour des contraintes d'ordre administratif et technique, «a été préservé dans son intégralité», a assuré le ministre.

A. S./APS

Lieu de rencontres, d'échange et de création

Un Salon national du livre à Batna

Le Salon national du livre de Batna, dont la première édition se tient à la galerie des expositions d'Assihar depuis samedi dernier, se veut être «un lieu de rencontres, d'échange et de création», a affirmé dimanche le commissaire de cet événement culturel, Mohamed Boualleg. Intervenant lors d'une table ronde en marge du Salon, organisé conjointement par la direction de la culture et l'établissement «G OF expositions», Mohamed Boualleg a indiqué que ce rendez-vous ambitionne d'apporter «un rayonnement culturel national» avec, a-t-il soutenu, la participation de plusieurs intervenants, éditeurs, écrivains, lecteurs et libraires. Il a, dans ce sens, souligné que cette première édition offre «un programme culturel des plus

diversifié» avec pas moins de 30 activités qui se déclinent en tables rondes thématiques, en rétrospectives axées sur la pensée et la création de certains symboles culturels disparus et en rencontres on live entre auteurs, penseurs et public. Evoquant la situation du livre, Djellal Ouadeh, responsable de «G OF expositions», a estimé, de son côté, que l'état du livre est «préoccupant», avec, a-t-il appuyé, «un marché désorganisé». Il a appelé à «œuvrer à faire découvrir la lecture-loisir, notant que l'une des principales préoccupations convergentes partagées par les participants à ce Salon et la stimulation de la lecture chez les enfants et les jeunes. Avec l'exposition de plus de 6 000 titres, et la participation de 27 exposants, dont des maisons

d'édition, des librairies, des instituts, des universités et des associations de la société civile, le Salon national du livre de Batna, qui devra se poursuivre jusqu'au 30 avril, promet, lors de cette première édition 2016, un programme aussi riche que varié et se présente sous le signe du renouveau, notamment avec la présentation prévue de près d'une dizaine de nouveaux titres. Cette manifestation, inscrite dans le cadre des efforts visant la promotion du livre et de la lecture ainsi que de l'activité des professionnels actifs dans ce domaine, donnera lieu à des débats portant sur la politique et la littérature, la problématique de la traduction, la culture amazighe, ainsi que l'écriture et l'enfant.

Racim C.

Hamid Grine l'a annoncé

Création à la fin de l'année d'un prix de la radio culturelle

Le ministre de la Communication, Hamid Grine, a annoncé, dimanche depuis Adrar, l'institution d'un prix de la radio culturelle à la fin de l'année en cours. Ce prix, premier du genre, sera organisé le 16 décembre de chaque année, date coïncidant avec celle de la création de la Radio nationale, a indiqué le ministre lors de l'inauguration du nouveau siège de la radio régionale d'Adrar. Le concours pour l'obtention de ce prix sera organisé avec la participation des travailleurs des radios locales dans les 48 wilayas du pays et traitera de différents domaines de créativité artistique, littéraire et journalistique, a-t-il expliqué. Le sec-

teur de la Communication avance «à pas sûrs» vers l'organisation et le professionnalisme, a assuré M. Grine, avant de faire état de la délivrance de 4 500 cartes de journaliste professionnel par la commission concernée et de la possibilité de la tenue d'élections constitutives du conseil supérieur d'éthique et de déontologie, sauf qu'il restera ensuite de trouver un siège pour l'abriter. La réorganisation du secteur a permis d'enregistrer, ces dernières années, un «recul sensible» de certaines pratiques négatives, telles que la diffamation et l'injure, a-t-il également fait remarquer. La formation, une des principales voies de professionnalisation de la pratique

journalistique, a touché jusqu'à plus de 4 000 journalistes, a soutenu le ministre avant de noter que la formation dans le secteur privé reste tributaire du respect par les entreprises de la réservation d'une quote-part de leurs gains à ce créneau. Pour ce qui est du champ de couverture, M. Grine a estimé que son renforcement s'inscrit dans le cadre du programme du secteur visant à améliorer la radio et télédiffusion à travers tout le territoire national, avec un prolongement aux pays voisins, de sorte à appuyer la politique de la diplomatie algérienne et de faire rayonner la culture nationale. Le ministre de la Communication avait auparavant visité la station

de télédiffusion dans la commune de Timi, où il a mis en service des équipements émetteurs modernes, avant d'écouter un exposé sur le taux de couverture des chaînes radiophoniques et sur la diffusion numérique terrestre, ainsi que sur les équipements modernes dont a été dotée l'entreprise de télédiffusion pour améliorer la radio et télédiffusion, élargir le champ de couverture et éliminer les zones d'ombre. Les responsables de l'Entreprise algérienne de télédiffusion ont fait état d'une amélioration, grâce aux équipements modernes dont elle a été dotée, du taux de couverture qui permettra d'atteindre les 90% vers la fin de l'année en cours. R.C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Galerie Sirius

Jusqu'au 20 avril :

Exposition «Un con Scient» de l'artiste photographe Mizo
Salle El Mouggar

Jusqu'au 27 avril :

Projection du long-métrage de fiction Le patio à raison de trois séances par jour : 14h00, 17h00 et 20h

Salle Ibn Zeydoun

30 avril :

Célébration de la journée internationale du jazz
Cinémathèque algérienne
Samedi 23 avril à 18h30 : Cinéma «Hommage à Roger Hanin». Soirée d'ouverture avec la projection du film Soleil de Roger Hanin (France, Italie, drame, 90', 1997) avec Sophia Loren, Philippe Noiret, Marianne Sägebrecht, en présence d'Isabelle Hanin et présenté par Samir Ardjoum, journaliste et critique de cinéma.

Coup-franc direct

L'USMH se meurt !

Par Mahfoud M.

Grave est ce qui se passe à l'USMH El Harrach qui se meurt à cause de ses dirigeants incapables de gérer un aussi grand club qui a tant donné au football national. Des dirigeants qui se comportent comme des épiciers, qui sont incapables de payer ne serait-ce qu'une mise au vert aux joueurs ont montré leur vrai visage, celui de se soucier peu de l'histoire de ce club ou de son avenir. Ils ne sont là que pour pomper l'argent des subventions et se sucrer sur le dos du club à l'histoire incontournable. Avec un entraîneur qui a remis le tablier, des joueurs qui recourent à la grève pour demander leur argent et des dirigeants qui restent les bras croisés, il est clair que l'USMH El Harrach va vers la dérive et aura du mal à relever la tête. Il faudra donc que toute la famille d'Essfra se regroupe pour tenter de sauver ce qui reste à sauver tant que cela est possible, d'autant plus que l'équipe est menacée de relégation. Pourquoi ces dirigeants se comportent de la sorte ? Il faut savoir que la réglementation mise en place par la FAF encourage ces gens sans vergogne à rester, puisqu'ils étaient dans le club amateur et que ce dernier a la majorité des actions de la SSPA, alors qu'il aurait fallu ouvrir le capital à tout investisseur désireux d'entrer en force dans ce genre de SSPA. **M. M.**

Judo-Classement mondial

Bouyakoub (-100 kg) à la 13^e place

LE JUDOKA algérien, Lyes Bouyakoub (-100 kg), médaillé d'argent lors du championnat d'Afrique 2016 à Tunis (8-10 avril), s'est hissé à la 13^e position au classement mondial (Olympic Games Qualifications, OGQ), publié dimanche par la Fédération internationale de judo (IJF). Bouyakoub, battu en finale pour le sacre africain par l'Egyptien Ramadhan Darwish, a gagné deux places et totalise désormais 1 040 points au OGQ. De son côté, Abderrahmane Benamadi (-90 kg) a gagné 7 places et se retrouve à la 14^e position à la faveur de ses 951 points. Benamadi est le seul médaillé d'or masculin algérien en Tunisie, après sa victoire en finale devant le Sud-Africain Piontek Zack. Pour sa part, Amine Mohamed Tayeb (+100 kg), qui a perdu l'or à Tunis suite à sa défaite en finale face au Tunisien Faicel Djballah, a gagné 8 places et intégré pour la première fois le Top 20 grâce aux 832 points récoltés. Houd Zourdani (-66 kg),

médaillé de bronze au championnat d'Afrique 2016, a avancé de 4 places et occupe la 26^e position (668 pts). Chez les dames, Sonia Asselah (+78 kg), cinquième Algérienne ayant déjà assuré sa qualification pour Rio-2016, a gagné 5 places et pointe ainsi à la 28^e position avec 564 points. Asselah avait remporté en Tunisie la médaille d'argent continentale. Pour Ratiba Tariket (-57 kg), qui a raflé l'or à Tunis au prix d'une belle victoire en finale devant la Camerounaise Paul Sitchepping, elle a effectué un bond spectaculaire de 13 places. La judokate âgée de 31 ans occupe la 27^e position avec 538 points. Les judokas algériens auront l'opportunité de glaner d'autres points dans l'Olympic Games Qualification, à l'occasion du Grand Chelem du Kazakhstan (6-8 mai), du Grand Prix d'Azerbaïdjan (13-15 mai) ainsi que du Master du Mexique, animé par les 16 meilleurs judokas dans le classement mondial.

Escrime /championnats d'Afrique (3^e journée)

Médaille d'argent pour l'Algérienne Khelifaoui

LA FLEURETTISTE Anissa Khelifaoui a offert samedi à l'Algérie sa 2^e médaille d'argent des championnats d'Afrique d'escrime, organisés du 14 au 19 avril à la salle Harcha-Hacène (Alger), en perdant en finale face à la Tunisienne Inès Boubakri. L'Algérienne avait bien abordé ce match, résistant convenablement à la tunisienne (3-3), avant de fléchir (11-4) et de s'incliner finalement (15-6). «J'ai eu affaire à une adversaire de niveau mondial, mais je ne peux m'empêcher de nourrir quelques regrets après cette défaite, car j'ai la nette impression d'avoir pu mieux faire. Malheureusement, j'ai commis trop d'erreurs, ce qui a rendu la fin de match plus difficile à gérer pour moi que pour Boubakri. Elle était beaucoup plus à l'aise grâce à la confortable avance dont elle disposait et c'est cela qui a fait la différence», a déclaré Khelifaoui à l'APS juste après la finale. L'Algérie termine ainsi les épreuves individuelles avec un total de cinq médailles (2 argent et 3 bronze), ce qui représente, selon le président de la Fédération algérienne d'escrime, Raouf Bernaoui, une bonne moisson. «Nous avons décroché cinq médailles lors de la précédente édition des championnats d'Afrique. Alors que cette année, nous totalisons déjà le même nombre, rien qu'à l'issue

des épreuves individuelles. Ce qui nous procure une possibilité d'améliorer notre moisson, grâce aux épreuves par équipes», a espéré le premier responsable de la FAE. Bernaoui a tenu à signaler que «le mérite» des escrimeurs algériens «est d'autant plus grand» d'avoir réussi cette performance, en présence des meilleurs athlètes du continent, «dont certains ont un niveau mondial». Au sabre, c'est l'Egyptien Samer Mohab qui a raflé l'or face au Tunisien Farès Ferjani (15-11) dans une finale pleine de rebondissements. En effet, Mohab avait admirablement bien abordé cette finale, menant (11-5), avant de subir un incroyable retour du Tunisien (13-11). Mohab s'est néanmoins bien ressaisi vers la fin, et a réussi à l'emporter (15-11). «Le match était assez serré, car on se connaît relativement bien, Ferjani et moi. On s'est déjà affrontés à deux reprises avant cette finale. Je l'avais battu une fois et il a eu sa revanche. Aujourd'hui, je suis heureux de remporter cette "belle" et j'espère que le meilleur est à venir», a déclaré Mohab à l'APS après sa victoire. Cette 16^e édition des championnats d'Afrique d'escrime (individuel et par équipes), se déroule du 15 au 19 avril à la salle Harcha-Hacène (Alger) avec la participation de 177 athlètes, représentant 21 pays.

Ligue des champions d'Afrique L'ESS pour la confirmation, le MOB n'abdique pas

■ La manche retour des matchs comptant pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique se jouent aujourd'hui pour les deux représentants algériens, l'Entente de Sétif et le MO Béjaïa, avec des fortunes diverses pour ces deux formations.

Les Sétifiens tout proches de la qualification



Par Mahfoud M.

Ainsi, l'ESS qui a damé le pion aux Soudanais d'El Merikh à Khartoum avec ce nul (2/2) joueront pour la confirmation, alors que le MOB qui s'est incliné sur le score de deux buts à zéro face à la formation égyptienne du Zamalek se donnera à fond pour tenter d'inverser la vapeur et décrocher la qualification. Les Sétifiens qui ont réussi une belle opération dans la capitale soudanaise, souhaitent vivement garder cet avantage et pourquoi pas le consolider lors du match retour

d'aujourd'hui au stade du 8-Mai 1945. Les gars de la capitale des Hauts-Plateaux se donneront à fond pour l'emporter à domicile et faire plaisir à leurs milliers de supporters qui se déplaceront pour les soutenir. Toutefois, les poulains du Suisse Alain Geiger doivent faire très attention à cette équipe d'El Merikh qui n'est pas facile à jouer, d'autant plus qu'elle a pour habitude de disputer les premiers rôles dans cette compétition africaine. Il faudra donc bien gérer ce match et ne pas laisser des espaces aux Soudanais qui seraient capables de revenir en force. De son côté,

le MO Béjaïa est dans une situation quelque peu complexe avec cette défaite (2/0) au match aller, surtout que les Egyptiens ont une sérieuse avance de deux buts qu'ils tenteront de consolider. Les gars de la ville des Hammadites doivent se serrer les coudes et jeter toutes leurs forces dans la bataille pour tenter de se relancer et pourquoi pas créer l'exploit d'arracher la qualification même si cela ne sera pas facile, d'autant plus qu'il s'agit de remonter au moins deux buts pour égaliser sur l'ensemble de deux matchs. **M. M.**

MC Alger

Ali Benchikh prochain DTS ?

L'ancien milieu international Ali Benchikh a donné son accord de principe pour occuper le poste de directeur technique sportif (DTS) des jeunes catégories au MC Alger (Ligue 1 algérienne de football), a-t-on appris dimanche auprès de l'intéressé. «J'ai donné mon accord de principe pour assurer cette mission qui correspond parfaitement à mes ambitions. Je dois rencontrer dans les deux prochains jours les responsables du club pour finaliser mon engagement», a indiqué Ali Benchikh. Ancien joueur du club durant les années 1970-1980, Benchikh (60 ans) avait occupé ce poste par le passé avant de quitter ses fonctions. Le poste de DTS des



jeunes catégories était occupé jusque-là par Lotfi Amrouche

avant que ce dernier ne se voit confier les rênes de l'équipe première après le départ de l'entraîneur Meziane Ighil en février dernier. «J'ai toujours aimé travailler avec les jeunes, c'est en quelque sorte ma passion. J'espère pouvoir faire un bon travail avec le MCA et permettre à certains joueurs de s'affirmer pour renforcer à l'avenir l'équipe fanion», a-t-il ajouté. Benchikh a fait l'essentiel de sa carrière de joueur au MC Alger, avant de se reconverter en entraîneur à la fin des années 1980 où il avait eu notamment à travailler avec les jeunes catégories du club algérien puis d'entraîner l'équipe première à une reprise (1996-1997).

Classement des meilleurs buteurs africains en Europe

Slimani dépasse Aubameyang

L'attaquant international algérien, Islam Slimani, est devenu le meilleur buteur africain en Europe cette saison grâce au but qu'il a marqué samedi lors de la victoire en déplacement du Sporting Lisbonne face à Moreirense (1-0), dans le cadre de la 30^e journée du championnat de première division portugaise de football. Slimani a porté à 24 son capital buts cette saison, dépassant le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang (23 buts), resté muet dimanche lors du succès à domicile de son équipe Dortmund face à Hambourg (3-0), pour le compte de la 30^e journée du championnat de première division allemande. Slimani est deuxième au classement des meilleurs buteurs du championnat portugais derrière le Brésilien Jonas du Benfica qui totalise 30 buts.



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Bouira, Boumerdès et Jijel

Des abris pour terroristes et des bombes détruits

QUATRE ABRIS pour terroristes, un canon, deux mines et neuf bombes de confection artisanale ont été détruits et une quantité de munition saisie par des détachements de l'Armée nationale populaire dimanche à Bouira, Boumerdès et Jijel, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont découvert et détruit à Bouira, Boumerdès et Jijel, le 17 avril 2016, quatre abris pour terroristes, un canon, deux mines et bombes de confection artisanale et saisi une quantité de munitions», précise-t-on de même

source.

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, «des éléments des gardes-côtes à Annaba et Skikda ont saisi une quantité de kif traité s'élevant à 34,52 kilogrammes».

A Ouargla et Biskra, «des détachements ont appréhendé 4 contrebandiers et saisi 2 véhicules, 200 kilogrammes de tabac, 4 200 unités de feux d'artifice et 514 unités de différentes boissons».

A In Guezzam, «un détachement de l'ANP a appréhendé 12 immigrants clandestins», selon le communiqué du MDN.

Ilham O.

Sidi Bel-Abbès

Saisie de 95 kg de kif traité à Sidi Boussidi

LES AGENTS de la brigade divisionnaire de Benbadis, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Sidi Bel-Abbès, ont saisi une quantité de 95 kg de kif traité, a-t-on appris hier auprès de la direction régionale des douanes de Tlemcen.

L'opération a eu lieu au niveau d'un barrage dressé, dimanche, sur l'autoroute Est-Ouest, près du pont de Sidi Boussidi (Sidi Bel-Abbès). La drogue, emballée dans cinq colis, a été soigneusement dissimulée sous des caisses, transportées à bord d'un camion.

Le conducteur de ce poids lourd a été arrêté et déféré devant l'instance judiciaire compétente, ajoute-t-on de même source.

La valeur vénale de la marchandise saisie et du moyen de transport s'élève à 7,2 mil-

lions DA alors que l'amende douanière s'élève à 72 millions DA.

Par ailleurs, la brigade de surveillance de Honaine, relevant de l'inspection divisionnaire des douanes de Tlemcen, a saisi, de son côté, samedi dernier, 300 cartouches de cigarettes de marque étrangère. C'est à la suite d'une embuscade, dressée à l'entrée reliant Ouled Riyah à Zenata (daira de Hennaya), que les douaniers ont intercepté un véhicule transportant cette marchandise.

Son conducteur a été arrêté et présenté devant la justice. La valeur de la marchandise et du moyen de transport a été estimée à plus de 1,2 million DA alors que l'amende s'élève à plus de 13 millions DA, indique-t-on de même source.

D. F.

Licences d'importation des véhicules

Un montant plafond pour chaque concessionnaire

UNE VALEUR limite des véhicules à importer sera fixée pour chaque concessionnaire, en plus du contingent quantitatif imposé à ce dernier dans le cadre des licences d'importation dont l'attribution est prévue dans 15 jours au plus tard, a annoncé, hier, le ministre du Commerce, Bakhti Belaïb.

«Nous sommes en phase de définition des mesures relatives à l'importation des véhicules. Parmi les mesures principales, il y a l'imposition d'un plafond en valeur à ne pas dépasser pour chaque concessionnaire», a déclaré M. Belaïb à la presse, en marge d'une rencontre avec les

associations de protection du consommateur. «Cette mesure est très importante. Il faudrait que nous connaissions les coûts d'importation. D'autant plus que nous avons déjà constaté que ces coûts en devises étaient souvent plus élevés par rapport au pays d'origine», a-t-il observé.

Pour le ministre, le contingent quantitatif, fixé à 152 000 unités pour l'année 2016, n'est pas suffisant à lui seul pour contrôler et réguler cette activité dont «les transactions sont souvent douteuses».

Selon ses explications, un concessionnaire qui a obtenu un quota de 3 000 unités doit aussi

les enseignants contractuels rassemblés à Boudouaou ont été évacués par la force à trois heures du matin



Tizi-Ouzou /Célébration du mois du patrimoine

25 sites culturels classés dans la wilaya

■ A l'instar des régions du pays, la wilaya de Tizi-Ouzou célèbre depuis hier le mois du patrimoine, placé cette année sous le thème «le patrimoine culturel, une valeur économique».

Par Hamid M.

Et c'est en présence des autorités locales que le coup d'envoi des festivités de célébration de ce mois a été donné par la directrice de la culture de la wilaya de Tizi-Ouzou, M^{me} Nabila Goumeziane, au niveau de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri.

A cette occasion, M^{me} Goumeziane a souligné que «nous célébrerons, un mois

durant, notre patrimoine culturel, matériel soit-il ou immatériel, dans le cadre de la commémoration du 36^e anniversaire du Printemps amazigh, en mettant en exergue l'importance des legs culturels amazighs sur tous les plans, en particulier linguistique, notamment avec l'officialisation de la langue amazighe. Aujourd'hui tamazight est langue officielle et nationale avec la nouvelle Constitution. C'est donc une identité algérienne qui est confortée et un patrimoine qui est promu».

Précisant que le patrimoine culturel est «l'héritage du passé dont nous profitons aujourd'hui et transmettons aux générations futures», elle n'a pas manqué de relever que «ce patrimoine constitue une richesse dont la protection, la conservation et la mise en valeur imposent, sur le territoire duquel il est situé, des responsabilités afin qu'il n'apparaisse plus comme un frein au développement mais comme un facteur déterminant de ce développement».

Pour Nabila Goumeziane, il y a trois objectifs à faire valoir par l'organisation d'une telle activité, à savoir l'identification des atouts du patrimoine culturel dont on peut tirer profit pour le développement économique et social à l'instar du tourisme cul-

turel, l'amélioration de la préservation, la gestion et la valorisation du patrimoine culturel dans ses divers vecteurs et la mise en place des dispositifs et des mécanismes de promotion des produits culturels et artisanaux, en multipliant l'organisation de manifestations culturelles (festivals du bijou, de la poterie et du tapis, et différentes fêtes locales dédiées aux produits du terroir) et commerciales.

Dans le même sillage, elle n'a pas manqué de rappeler que plus de 25 sites sont classés à l'échelle de la wilaya de Tizi Ouzou, en plus de nombreuses opérations de restauration et de réhabilitation déjà menées ou sont en cours. Notons enfin, qu'au programme de la célébration du mois du patrimoine, figure la mise en place de deux ateliers, à savoir, l'atelier de calligraphie (écriture en Tifinagh) et l'atelier patrimoine.

Parmi les objectifs assignés à ce programme, la sensibilisation des enfants quant à l'importance de notre patrimoine et ce, à travers une caravane du patrimoine qui sillonnera les écoles à travers de nombreuses localités de la wilaya de Tizi Ouzou, des pièces théâtrales, outre des rencontres thématiques.

H. M.